

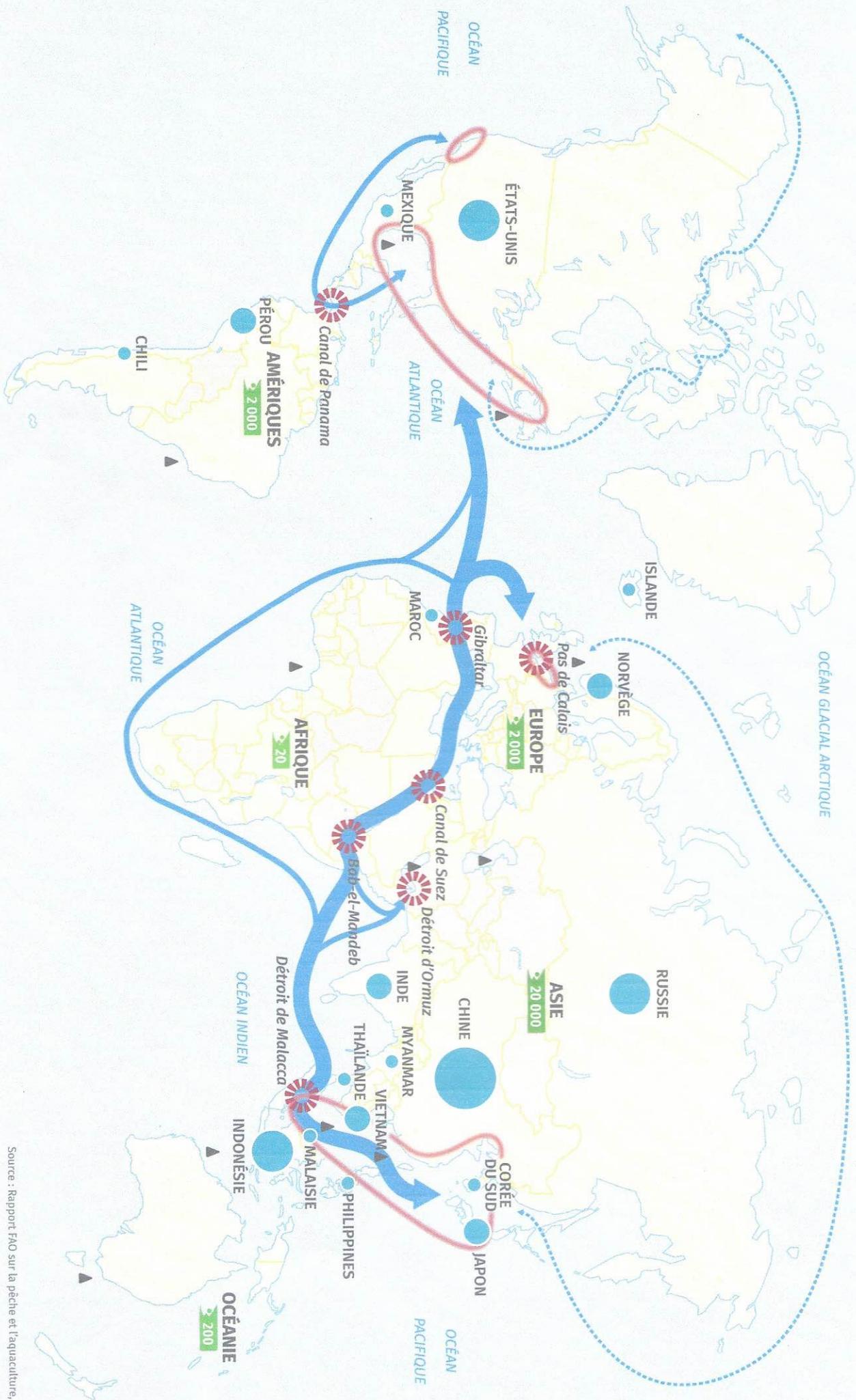
DOCUMENTS

MODULE 8: LA MONDIALISATION CONTEMPORAINE

SOUS - MODULE N° 2: NOUVEAUX THEATRES ET LIMITES DE LA MONDIALISATION

CHAPITRE 1: MER, ESPACE, NUMERIQUE: LES NOUVEAUX TERRITOIRES DE LA MONDIALISATION

Les espaces maritimes, au cœur de la mondialisation



Source : Rapport FAO sur la pêche et l'aquaculture, 2018.

1. Des ressources maritimes au cœur de la mondialisation



Production de la pêche en mer (en millions de tonnes)

- de 1 à 2
- de 2 à 4
- de 4 à 6,5
- plus de 15

Production aquacole en mer (en milliers de tonnes)

- ≥ 20 plus de 20
- ≥ 200 plus de 200
- ≥ 2 000 plus de 2 000
- ≥ 20 000 plus de 20 000

Pays sans littoral

▲ Principaux gisements de pétrole et gaz *off-shore*

2. Des espaces parcourus par des flux mondialisés

↔ Route maritime principale

↔ Autres routes importantes

⋯ Routes maritimes en devenir

☀ Passages maritimes majeurs

○ Façades portuaires majeures

« Panama... l'eau passe en toi comme un couteau et sépare l'amour en deux moitiés » Pablo Neruda

TOUS LES PANAMAS

par Alain Nonjon, professeur à Intégrale et à Michelet



Le Panama des superlatifs

97 nations l'ont construit, dont 15000 Européens. La compression du temps et de l'espace est au rendez-vous avec un gain de 7800 miles entre New York et San Francisco en comparaison de la route classique par le Chili et le cap Horn. Depuis son ouverture en 1914 jusqu'à aujourd'hui, plus de 90000 passages ont été réalisés, soit par an désormais 13000 à 14000, 6% du commerce mondial (Suez 14%), 23% du commerce entre l'Asie et la côte Est des EU.

Le transit total, du canal côté Pacifique à la digue du côté Atlantique, est de 76,9 km en un temps somme toute réduit, eu égard à l'importance de ce passage transocéanique, de 8 à 10 heures. La technicité de l'ouvrage (210 million de m³ de terre retournés) est à la mesure des écluses spectaculaires, larges de 33,53 m sur 304,8 m de longueur. La profondeur minimale est de 12,55 m dans la partie sud des écluses Pedro Miguel... elles forment le type de navire qui peut accéder au canal: les panamax, gabarit de référence en matière de transport de conteneurs, dont la longueur maximale pour l'heure est de 294,1 m, la largeur maximale 32,3 m, le tirant d'eau 12 m et, pour les conteneurs, 5000 EVP.

2

Le Panama, centrale logistique américaine

Même si l'État, possession de la Nouvelle-Grenade devenue la Colombie, a acquis son indépendance en 1903, le canal reste sous étroite tutelle des Américains (5 administrateurs pour 4 Panaméens) qui avaient monnayé leur aide aux libéraux et conservateurs contre des promesses de canal dans la province colombienne de Panama. Dès son rachat aux actionnaires de la compagnie universelle d'origine, il a été pensé au travers d'une stratégie maritime d'expression de la puissance américaine: T. Roosevelt, le 3 avril 1903, avait donné le ton: « parlez doucement mais prenez un gros bâton derrière, vous irez loin... Si la nation américaine sait parler doucement et cependant construire et maintenir une marine puissante, la doctrine Monroe ira loin. » Panama se trouvait donc installé au cœur de la politique du big stick comme route privilégiée pour les navires militaires et commerciaux américains. En mars 1880 déjà, le président Rutherford Birchard Hayes avait donné une légitimité à la mainmise américaine: « notre intérêt commercial est supérieur à celui de tous les autres pays, de même que les relations du canal avec notre pouvoir et notre prospérité en tant que Nation. Les EU ont le droit et le devoir d'affirmer et de maintenir leur autorité d'intervention sur n'importe quel canal interocéanique qui traverse l'isthme. » En 1904 les Américains obtiennent l'usage à perpétuité du canal et une frange de 10 miles de côté; en 1908 les troupes américaines sécurisent la région afin de prévenir tout risque d'insurrection pendant les élections; en 1918 ils occupent la province de Chiriqui; en 1921 les forces américaines prennent position des 2 côtés de l'isthme de Panama après un différend entre Panama et le Costa Rica. En 1925 la grève générale est réprimée violemment par les marines... et la politique du bon voisinage n'empêche pas les EU de contrer militairement la mobilisation nationaliste en 1958. En 1989, ils renversent le général Noriega, ancien agent de la CIA devenu maître du pays entre 1983 et 1989, au prétexte de contrer une plaque tournante de la drogue et chassent « Ali Baba en laissant les 40 voleurs », suivant la rumeur populaire. Les gringos ont une attention soutenue pour un pays de 75500 km² - 14 bases militaires dont l'École des Amériques, ou Quary Heights, siège du commandement américain en Amérique latine, ou Fort Sherman, unique centre d'entraînement au combat de jungle où se sont forgés les soutiens les plus sulfureux au caudillisme latino-américain -! L'isthme est désormais pour les EU, même après leur retrait du 1^{er} janvier 2000, une zone hautement sensible et l'empressement américain sur les fonts baptismaux du Cafta, zone économique centraméricaine, est empreint de néocolonialisme économique-stratégique et de la volonté de ne pas perdre leur arrière-cour. Le « pont des Amériques » à l'entrée du canal a toute sa force symbolique.

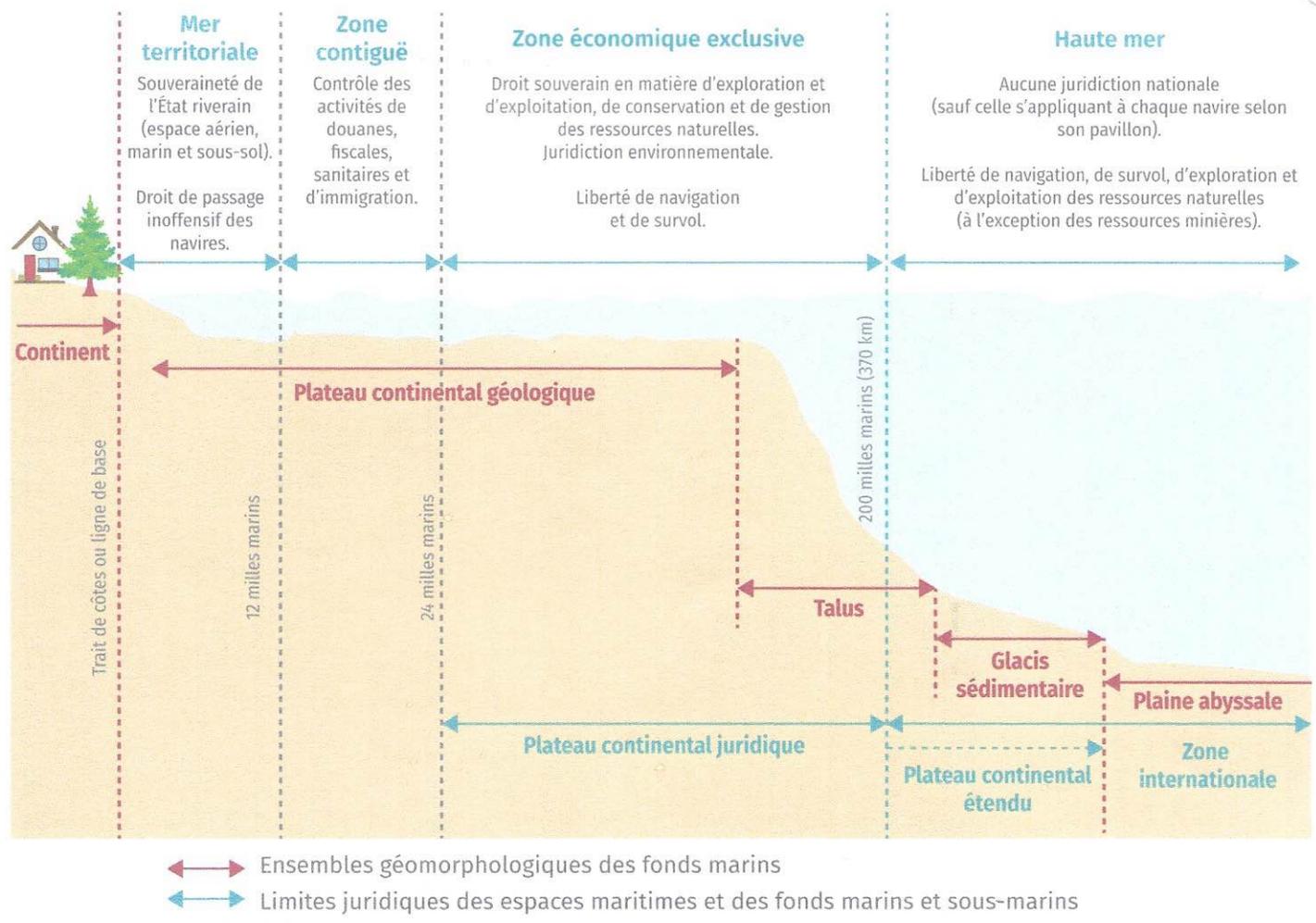
3

Le Panama du canal ou le canal de Panama ?

Le Panama est un pays où les retombées économiques du canal ont été tardives (de 1904 à 1970, 55 m d'annuités seulement payées par le gouvernement américain). Mais apparemment le canal est une aubaine financière puisque les navires qui sont chargés rapportent 1,4 md de \$ en 2006. Pour les porte-conteneurs, les droits dépendent du nombre d'équivalents 20 pieds, soit 42 \$ par EVP, avec pour perspective 54 \$ en 2007. Désormais, l'autorité du canal de Panama (ACP) est devenue un État dans l'État, ne serait-ce que par la rémunération de ses acteurs (7500 fonctionnaires); la zone du canal est une enclave où s'agglutine la moitié des 3 m d'habitants du Panama, un chapelet de zones industrielles. Mais que de contrastes, et d'injustices!

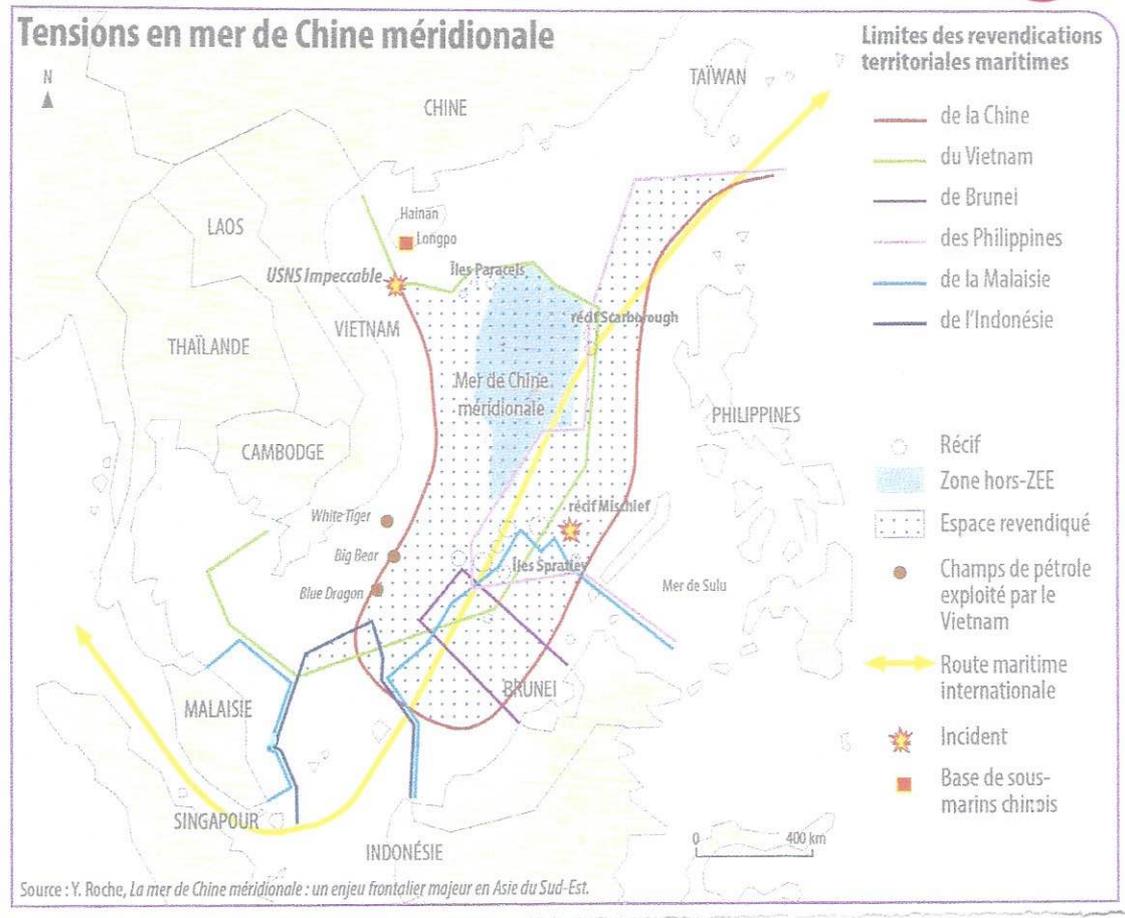
Contraste saisissant entre les revenus touristiques injectés et la misère de familles du comté de Ngobe Buglé à moins de 1 \$ par jour. Contraste entre gaspillage d'eau pour le jeu des écluses et accès à l'eau potable dont est privée une partie de la population de Colón et de Panama. Contraste entre une infrastructure pharaonique et le manque d'infrastructures de base du Panama qui n'échappe pas aux stigmates du sous-développement. 40,5% de la population panaméenne vit dans la pauvreté; il y a de meilleures connexions entre Panama et Madrid, Miami et New York qu'entre les provinces contiguës panaméennes, confirmant l'idée d'un corridor coupant Panama plus que le valorisant. Panama a été conçu comme pays de transit plus que comme zone de développement. Le coût du projet de doublement de la dette (5 à 8 mds de \$) ne peut qu'inquiéter... de là l'idée que le Panama du canal n'est pas le canal de Panama... pour cette économie fragile (Martion Rosales Renzo Risal, juin 2005). L'expression de R. Brunet « d'exclave » de développement trouve ici une résonance particulière dans un Panama de transit et d'activités servicielles greffées sur le développement agricole.

3



Convention des Nations unies sur le droit de la mer, 1982

4



WikiLeaks : l'affaire Julian Assange en 4 questions

Le fondateur de WikiLeaks comparait devant la justice britannique, qui doit décider de l'extrader ou non vers les Etats-Unis. Il est inculpé pour espionnage par la justice américaine et risque théoriquement jusqu'à 175 ans de prison en cas de procès.

Par **Florian Maussion**

Les Echos Publié le 9 sept. 2020 à 11:01 Mis à jour le 11 sept. 2020 à 12:18

C'est une décision extrêmement délicate que se prépare à prendre la justice britannique. Celle-ci a repris cette semaine les audiences en vue d'une possible extradition du fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, vers les Etats-Unis.

Détenu depuis avril 2019 dans une prison de haute sécurité britannique, celui-ci est poursuivi pour espionnage par la justice américaine. Rappel des faits dans CQFD.

1. Qui est Julian Assange ?

Aujourd'hui âgé de 49 ans, Julian Assange est un cyber activiste australien. Elève brillant, travailleur, qui a étudié les mathématiques, la physique et l'informatique, il intègre très tôt la communauté des hackers. Sous le pseudonyme de « Mendax », il s'illustre notamment par des attaques contre les sites de la Nasa, l'agence spatiale américaine, ou du Pentagone.

Il s'affirme très vite comme un militant crypto-anarchiste, dénonçant l'asymétrie d'information entre gouvernants et citoyens et misant sur Internet pour rétablir l'équilibre. En 2006, il fonde l'ONG WikiLeaks et en devient la tête d'affiche. Il revendique sa volonté de « démasquer les secrets et abus d'Etat ».

Au cours de ses premières années d'existence, le site se fait connaître par quelques coups d'éclat. En 2008, il publie des relevés bancaires de clients de la banque suisse Julius Bär, qui gère des comptes dans les Îles Caïmans. En 2009, il met en ligne des éléments du dossier d'instruction du pédophile belge Marc Dutroux.

2. Comment a débuté l'« affaire WikiLeaks » ?

Le 5 avril 2010, WikiLeaks publie la vidéo d'un raid aérien mené par l'armée américaine à Bagdad, le 12 juillet 2007. Les images, capturées depuis le cockpit d'un hélicoptère d'attaque, montrent des tirs de mitrailleuse sur plusieurs groupes de personne. Dix-huit personnes avaient été tuées, dont deux reporters de l'agence Reuters, qui ont fait partie des premières victimes.

Dans les mois qui suivent, WikiLeaks diffuse, parfois en collaboration avec de grands journaux internationaux, des dizaines de milliers de documents relatifs aux interventions américaines en Afghanistan et en Irak. Le site les présente comme des preuves de crimes de guerre.

En novembre 2010, il publie 250.000 télégrammes diplomatiques américains, s'attirant les foudres de nombreux pays. En avril 2011, il dévoile les dossiers des détenus de la prison de Guantanamo, accusant Washington de détentions arbitraires.

En parallèle, Julian Assange fait l'objet d'accusations de viol en Suède. Le 7 décembre 2010, il est arrêté au Royaume-Uni peu de temps après le lancement d'un mandat d'arrêt international à son encontre. Il nie les faits qui lui sont reprochés. Ses partisans y voient une manoeuvre pour tenter de l'extrader vers les Etats-Unis, où une enquête a été ouverte un mois plus tôt pour espionnage.

3. Que sont devenus Assange et WikiLeaks ?

Libéré sous caution, Julian Assange se réfugie en juin 2012 au sein de l'ambassade d'Equateur à Londres, après que le pays d'Amérique du Sud lui a offert l'asile politique. Les autorités britanniques refusent de lui délivrer un sauf-conduit, le contraignant à rester cloîtré dans le bâtiment diplomatique, étroitement surveillé par la police.

Il y reste jusqu'en avril 2019, date à laquelle le nouveau président équatorien, Lenin Moreno, qui a été la cible de révélations de WikiLeaks, décide de l'expulser. Il est alors **arrêté par la police britannique**. Si les charges suédoises pour viol ont été abandonnées définitivement en 2017, Assange est **condamné à 50 semaines de prison** pour violation de sa liberté conditionnelle en 2012 et incarcéré à la prison de haute sécurité de Belmarsh. Dès son arrestation, les Etats-Unis demandent son extradition dans le cadre de l'enquête pour espionnage ouverte en 2010. Celle-ci a abouti, en 2013, à la condamnation à 35 ans de prison de l'une des sources de WikiLeaks, l'ex-militaire transgenre de l'US Army Bradley Mannings - devenu Chelsea Mannings. Le site a quant à lui poursuivi ses activités. En 2015, il affirme que la National Security Agency (NSA) américaine a espionné successivement les trois derniers présidents de la République française ainsi que des entreprises du CAC 40. Au cours de l'été 2016, il publie une série d'e-mails obtenus grâce au piratage de membres du parti démocrate, éclaboussant Hillary Clinton à quelques mois de l'élection présidentielle américaine.

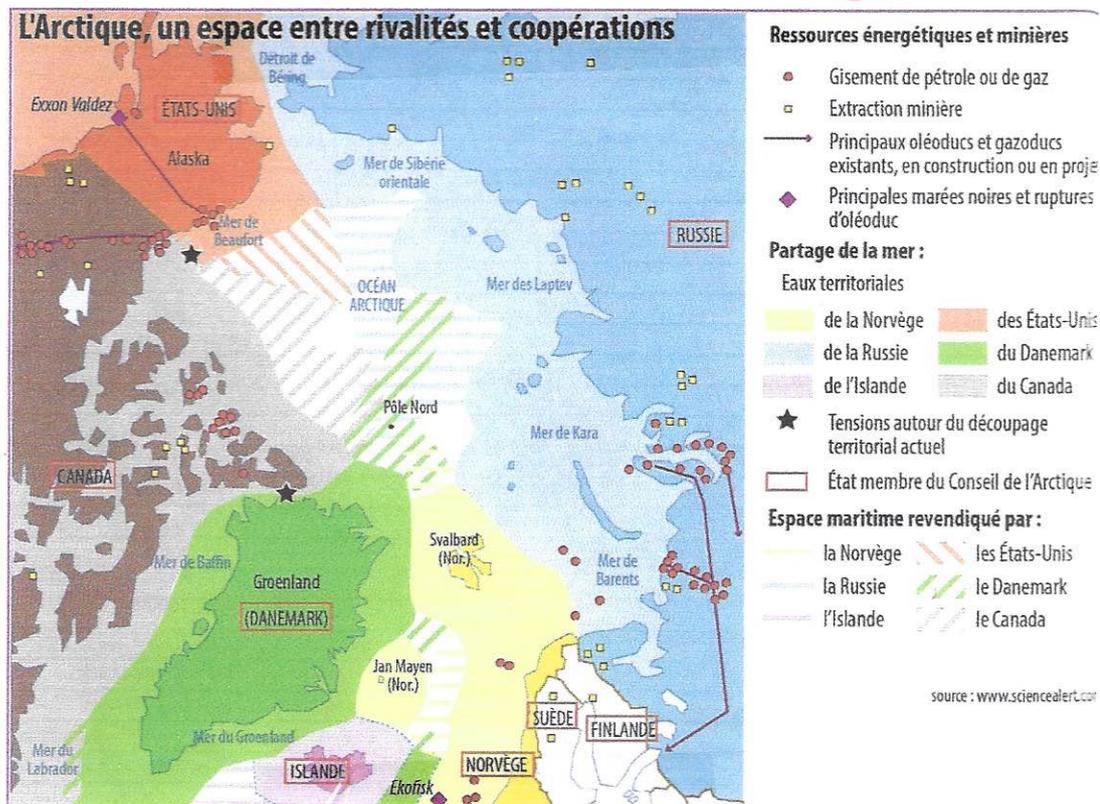
4. Que risque Julian Assange en cas d'extradition aux Etats-Unis ?

La justice américaine a **inculpé Julian Assange pour espionnage en mai 2019**. Washington lui reproche notamment d'avoir mis en danger des sources des services américains, par la publication de plus de 700.000 documents classifiés sur les activités militaires et diplomatiques américaines. Il risque en théorie jusqu'à 175 ans de prison.

Ces dernières semaines, les Etats-Unis ont présenté de nouvelles preuves contre le fondateur de WikiLeaks, l'accusant notamment d'avoir engagé des hackers. Ses avocats ont cherché à faire retirer ces nouvelles accusations de la procédure, arguant qu'on ne leur avait pas donné le temps nécessaire pour y faire face, la communication avec leur client étant déjà rendue difficile par les restrictions liées à la pandémie de Covid-19. Ils affirment également que les poursuites de Washington sont motivées par des « raisons politiques » et donc nulles, dans la mesure où l'accord entre les Etats-Unis et le Royaume-Uni interdit « expressément » les extraditions pour des « infractions politiques ». De son côté, le représentant américain James Lewis a souligné que Julian Assange n'était pas inculpé « pour avoir dévoilé des informations embarrassantes ou gênantes », mais bien pour la mise en danger de sources et de militaires. Au coeur des débats se trouve également la question de savoir si Julian Assange mène des activités journalistiques, qui devraient dans ce cas être protégées comme telles.

Quelle que soit la décision de la justice britannique, l'affaire ne devrait pas en rester là. L'une ou l'autre des deux parties aura la possibilité de faire appel.

6



Un rapport pointe du doigt l'ingérence russe dans la présidentielle américaine 2020

Publié le : 17/03/2021

FRANCE 24

Selon un rapport des services de renseignement américains publié mardi, le président russe Vladimir Poutine aurait demandé que la Russie interfère dans la présidentielle de novembre aux États-Unis afin de favoriser la victoire de Donald Trump.

Le président russe Vladimir Poutine a vraisemblablement dirigé des efforts destinés à tenter d'inverser le résultat de l'élection présidentielle américaine de novembre dernier au profit de Donald Trump, montre un rapport des services du renseignement américain publié mardi 16 mars.

Le rapport de 15 pages, publié par le Bureau du directeur du Renseignement national, vient étayer des accusations de longue date selon lesquelles certains lieutenants de Donald Trump ont fait le jeu de la Russie en amplifiant des accusations effectuées par des personnalités ukrainiennes liées à Moscou contre Joe Biden, alors rival démocrate du président républicain sortant, en amont du scrutin de novembre.

Il inclut de nouveaux éléments indiquant que Vladimir Poutine a supervisé ou, a minima, ordonné une [ingérence dans l'élection présidentielle américaine](#) au profit de Donald Trump.

"Salir" l'image de Joe Biden

Selon le document, des personnalités ukrainiennes soutenues par Moscou, comme le parlementaire Andrey Derkach, ont recruté des figures politiques aux États-Unis – dont les identités ne sont pas précisées – dans le but que celles-ci "salissent" l'image de Joe Biden et de son fils Hunter Biden, cibles d'accusations de corruption répétées par Donald Trump.

Andrey Derkach, qui a rencontré en 2019 l'avocat personnel de Donald Trump, Rudy Giuliani, est considéré par les services du renseignement américain comme un individu dont les mouvements ont été traqués, sinon guidés, par Vladimir Poutine.

"D'autres hauts représentants ont aussi participé aux efforts d'interférence électorale de la Russie – dont des cadres des services de sécurité et du renseignement qui, selon notre évaluation, n'auraient pas agi sans avoir reçu au moins l'aval tacite de Poutine", dit le rapport.

Tentative iranienne

Les services du renseignement américain indiquent dans le rapport publié mardi avoir aussi trouvé trace d'autres tentatives étrangères pour faire basculer le vote des Américains l'an dernier, notamment une campagne "d'influence secrète à plusieurs niveaux" menée par l'Iran dans le but d'amenuiser le soutien dont bénéficiait Donald Trump.

Par ailleurs, le document dément le récit alternatif proposé par des alliés de Donald Trump selon lesquels la Chine a interféré dans le scrutin de novembre au profit de Joe Biden. "La Chine a cherché de la stabilité dans sa relation avec les États-Unis et n'a vu aucune des deux issues possibles au scrutin représenter un avantage suffisant pour que la Chine risque un retour de flammes si elle était prise sur le fait", est-il écrit.

Interrogé sur la possibilité de sanctions prochaines envers la Russie, rapportées par CNN, un représentant de l'administration Biden a déclaré que le président américain avait "clairement" indiqué par le passé que Washington pourrait prendre des mesures face à des tentatives de déstabilisation menées par Moscou, notant les démarches américaines pour répondre à l'usage supposé par la Russie d'une arme chimique contre l'opposant Alexeï Navalny. "Il y aura davantage bientôt", précise le représentant, sous couvert d'anonymat.